Les adhérents ayant été convoqués par un courrier du 31 décembre 2003, l'Assemblée générale de l'association s'est réunie au collège Poquelin, à Paris, le 14 janvier après-midi.

Conformément aux statuts, le président sortant, Nicolas Renard, a présenté le rapport moral et le trésorier sortant, François-Régis Guillaume, a exposé la situation financière. L'Assemblée a voté ces rapports à l'unanimité puis a élu le nouveau Conseil d'Administration. Par la suite, ce conseil s'est réuni et a élu son bureau.

Rapport moral

Le rapport moral a amené le président à rappeler les activités de l'année 2003 :

- 8 « Rencontres de l'OZP » (réunions publiques) ont été organisées : le 15 janvier « Les syndicats enseignants et les ZEP » ; le 12 mars « La veille éducative » ; le 2 avril « François Dubet et le collège unique » ; le 23 avril « Les deux éducations prioritaires, selon Gérard Chauveau » ; le 11 juin « L'enseignement privé et les ZEP » ; le 8 octobre « Le dispositif d'éducation prioritaire dans l'académie d'Amiens » ; le 12 novembre « Le Centre Alain Savary – INRP » ; le 10 décembre « La circulaire ZEP du 1^{er} septembre 2003 ».

- la journée nationale annuelle, le 17 mai, qui a traité, cette année, des contrats de réussite et a donné lieu à la publication d'actes (en vente à l'OZP : 5 €)

- une journée d'étude pour les adhérents de l'OZP, le 11 novembre, qui a abouti à la publication d'un texte présenté par la suite à la Commission nationale « Thélot ».

L'association a fonctionné selon les statuts : le conseil d'administration s'est réuni plus souvent que d'habitude, en raison d'une actualité et d'une activité importantes, les 12 mars, 5 avril, 11 juin, 24 septembre et 10 décembre. La séance du 5 avril, un samedi, a permis au CA de reprendre l'ensemble des positions de l'association. Par ailleurs, le bureau s'est réuni régulièrement, en formation complète ou restreinte selon l'actualité.

Les opérations « ZEP à ZEP » qui permettent à des acteurs de ZEP de rencontrer sur place leurs collègues un jour de travail, grâce au décalage des dates de vacances entre académies, ont permis des échanges avec des ZEP les 13 et 25 février et ont semblé utiles et prometteuses pour l'avenir.

Le site Internet de l'OZP est en expansion : ses rubriques se confortent et se développent de façon régulière. Le forum et la revue de presse quotidienne sont les plus visitées. Des textes de réflexion plus élaborés sont aussi mis en ligne ainsi que des indications sur la vie de l'OZP.

« La Lettre de l'OZP », envoyée gratuitement aux personnes qui s'inscrivent sur la page d'accueil, connaît une grande expansion.

Une partie de la vie de l'OZP se situe dorénavant sur ce site.

Les relations de l'association avec l'extérieur se sont développées : nous avons pris l'initiative de réunir plusieurs organisations le 26 février, suite aux déclarations du ministre Xavier Darcos à Béziers en janvier 2003. Nous sommes ensuite intervenus au Ministère pour présenter des positions collectives sur les ZEP en vue de la rédaction de la circulaire annoncée par le ministre (circulaire qui est parue en septembre).

Dans d'autres domaines, l'OZP a été présent au cours d'une émission de France 5 sur les ZEP, a été auditionné par la Cour des Comptes sur les évaluations du dispositif prioritaire, a été questionné par « Le Monde de l'Éducation » pour son dossier « ZEP », est intervenu lors d'une réunion nationale de la FCPE et, surtout, a participé de juin à décembre au travail d'organisation d'un colloque, le 13 décembre, sur le collège unique avec de nombreux partenaires.

Enfin, une observation externe de l'OZP est assurée depuis octobre par un doctorant qui, dans le cadre d'une thèse sur le dispositif d'éducation prioritaire (Université d'Amiens), reprend l'histoire de notre association depuis sa création en 1990.

En conclusion, Nicolas Renard a estimé que l'OZP continuait à assurer ses responsabilités vis à vis du dispositif français d'éducation prioritaire en développant ses activités et a vu sa présence se conforter aux niveaux médiatiques et politique, malgré les difficultés financières.

Rapport financier

Le bilan financier a été présenté par François-Régis Guillaume, trésorier élu en janvier 2003. Il ressort des documents comptables présentés que l'association est en situation de grande fragilité, sans qu'elle soit, de justesse, en déficit : les pièces comptables révèlent en effet une inquiétante progression des dépenses, en particulier des frais d'envois postaux, alors que le nombre d'adhérents, actuellement source unique de revenus, stagne. L'Assemblée générale, ne souhaitant pas réduire les activités, a donc pris plusieurs décisions :

- le nombre d'adhérents doit augmenter sensiblement en 2004. La cotisation annuelle (par année civile) reste à 21 € mais un appel aux cotisations de soutien à 30 € sera fait. Plus utile encore, car elle influe sur la représentativité de l'association, la recherche de nouveaux adhérents sera poursuivie par chaque adhérent ;

- les frais postaux seront sensiblement réduits par l'envoi sous forme télématique des convocations et invitations aux journées nationales et Rencontres et également des comptes rendus des Rencontres ;

- il sera demandé aux adhérents tenant à recevoir ces invitations ou ces comptes rendus par la poste de payer une cotisation de 30 €;

- la réduction du nombre d'envois postaux entraînera une réduction du nombre des photocopies ;
- une demande de subvention sera faite auprès de la mairie de Gennevilliers, du Conseil général des Hauts-de-Seine et du Ministère, les demandes faites auprès de la mairie de Paris et de la région Ile-de-France n'ayant pas abouti.

Élection

L'Assemblée générale a élu les candidats suivants au Conseil d'Administration :

Didier Bargas, Inspecteur général de l'Administration de l'Education nationale,
Michèle Berichvili, coordonnatrice de ZEP à Grigny (91),
Francine Best, Inspectrice générale honoraire, ancienne présidente des CEMEA,
Bernard Bier, conseiller Jeunesse et Sports Ile-de-France, ancien responsable de VEI,
Elisabeth Bisot, proviseure de lycée dans la ZEP de Trappes (78),
Alain Bourgarel, professeur des écoles retraité,
Jean-François Cochet, directeur d'école dans la ZEP de Garges-les-Gonesse (95),
Jean-Luc Faïsse, directeur d'école dans la ZEP de Gennevilliers (92),
Martine Fourier, chargée de mission à la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ),
Marguerite-Marie Gauthier, responsable des actions pédagogiques au CDDP-92,
Isabelle Gay, inspectrice de l'Education nationale dans les Hauts-de-Seine,
François-Régis Guillaume, administrateur civil retraité, ministère de l'Education nationale,
Christian Join-Lambert, Conseiller-Maître à la Cour des Comptes,
Martine Le Saux, conseillère pédagogique en adaptation et intégration scolaire à l'IA de Caen,
Karine Marec, coordonnatrice départementale des ZEP et REP (92),
Olivier Pla, principal-adjoint de collège dans la ZEP de Corbeil-Essonnes (91),
Michèle Prototyridès, muséologue, professeure à l'Ecole du Louvre,
Nicolas Renard, principal de collège dans la ZEP d'Asnières (92),
Jean Rioult, inspecteur de l'Education nationale honoraire en Seine-Saint-Denis,
Hélène Salmona, professeure honoraire à l'université Paris X – Nanterre,
Lucienne Siuda, coresponsable du CRAEEMD de l'académie d'Amiens,
Jean-Paul Tauvel, ancien responsable de Ville-Ecole-Intégration (VEI-CNDP),
Claude Vollkringer, coordonnatrice de REP à Paris.

Ces 23 candidats ont été élus à l'unanimité.

La prochaine assemblée générale aura lieu en janvier 2005

Lors de la première réunion du nouveau conseil d'administration qui a immédiatement suivi l'AG, le bureau a été élu, conformément aux statuts :

Président : Nicolas Renard,

Vice-présidente : Elisabeth Bisot,

Secrétaire : Claude Vollkringer,

Trésorier : François-Régis Guillaume,

Secrétaires - adjoints : Alain Bourgarel (coordination),

Marie-Marguerite Gauthier (maquettes et duplication),

Lucienne Siuda (site Internet),

Jean-Paul Tauvel (productions écrites).